

Trois mois après la fin du conflit, la situation à Gaza est toujours très difficile

20 avril 2009 – Trois mois après la fin du conflit entre Israël et le mouvement palestinien Hamas à Gaza, la vie des habitants dans ce territoire palestinien occupé reste extrêmement difficile, selon le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux affaires humanitaires, John Holmes.

L'offensive militaire israélienne, qui a duré du 27 décembre au 18 janvier et était destinée à mettre fin aux lancements de roquettes par le Hamas vers le sud d'Israël, a entraîné la mort d'au moins 1.300 Palestiniens et blessé environ 5.000 autres. Les bombardements et les combats à l'arme lourde ont également détruit de nombreux bâtiments.

« Pour que la situation humanitaire dans la bande de Gaza s'améliore, l'assistance doit être découplée des agendas politiques et sécuritaires », estime M. Holmes. « Si la paix israélo-palestinienne et plus récemment la réconciliation inter-palestinienne restent des conditions à l'amélioration des conditions de vie, la bande de Gaza risque d'être dépendante des dons pendant les années à venir », ajoute-t-il, appelant à la réouverture de tous les points de passage pour permettre l'entrée à Gaza de l'aide humanitaire et des matériaux destinés à la reconstruction.

Le mois dernier en Egypte, plus de 5 milliards de dollars ont été promis pour les efforts de reconstruction à Gaza, « probablement la manifestation de soutien la plus importante pour Gaza dans l'histoire du territoire palestinien occupé », selon M. Holmes.

Mais, « l'argent, pour une fois, n'est pas le principal problème », dit-il. L'embargo israélien sur les importations à Gaza de matériaux de construction, de pièces détachées pour les infrastructures publiques et pour le secteur industriel, ajouté aux restrictions sur l'entrée d'argent, ont empêché les travaux de démarrer dans presque tous les projets de reconstruction, selon un rapport du Bureau de la coordination des affaires humanitaires ([OCHA](#)) publié en mars.

En outre, un embargo sur les exportations, à l'exception de camions de fleurs, a exacerbé la situation en étouffant les industries créatrices d'emplois, souligne M. Holmes. « Le désastre de centaines de milliers d'existences semblent être considéré par Israël comme le prix collectif que les civils de Gaza doivent payer pour les actes de quelques uns », dit-il.

Selon le Secrétaire général adjoint, si Israël est la première responsable de « cette crise de dignité humaine à Gaza », le Hamas est aussi en partie responsable en raison de ses attaques à la roquette contre le sud d'Israël et de son silence concernant le captif israélien Gilad Shalit.